

**Communiqué de Jean-Jacques Urvoas,
Secrétaire national du PS en charge de la sécurité**

Drame de Grenoble : la vidéo, sans la protection.

Après la sauvage agression dont a été victime un jeune étudiant en plein centre ville de Grenoble vendredi dernier, Brice Hortefeux s'est félicité de « l'efficacité de la *vidéo-protection* » et annoncé un plan national de sécurisation des transports.

Le moins que l'on puisse dire, c'est que pour le jeune de 19 ans, roué de coups et blessé à l'arme blanche, l'efficacité de la vidéoprotection et le énième plan Hortefeux arrivent avec un peu tard.

La vidéosurveillance est un outil utile aux policiers dans le travail d'enquête, notamment lorsqu'elle est installée dans des lieux fermés comme les gares et les transports en commun. Mais elle n'a en revanche aucune vertu dissuasive ; c'est ce que rappelle une fois de plus le drame de Grenoble. Les caméras peuvent aider à interpeller, mais pas à prévenir la commission des faits.

Quant à l'annonce du plan national de sécurisation des transports, elle témoigne de la totale impuissance du gouvernement face à une insécurité grandissante. Là où elle échoue, la droite annonce des plans : plan anti-hooligans ou de sanctuarisation des écoles, plan anti-bandes, plan de vidéoprotection hier, plan national de prévention de la délinquance et d'aide aux victimes aujourd'hui.

Vendredi dernier, seule la présence de policiers ou de gendarmes dans les rues de Grenoble aurait été utile au jeune homme agressé. Entre 2009 et 2013, 11400 postes de policiers et de gendarmes auront été supprimés, tandis que 60000 caméras seront installées d'ici 2011...

Aujourd'hui pour Brice Hortefeux, la sécurité, c'est la vidéo sans la protection.